

Settimana

vendredi 3 novembre 2017



Les poubelles au régime zéro déchet

ENVIRONNEMENT Moins gaspiller, mieux recycler, consommer autrement : pour sortir de la crise des déchets en Corse, la réduction de la quantité d'ordures produites semble incontournable. Comme en Sardaigne, des collectivités corse et des particuliers se lancent dans un nouveau régime : le zéro-déchet.

Par Audrey Chauvet

Dans la cuisine de Colette Castagnoli, un bio-seau trône fièrement à côté de l'évier. À l'intérieur, des restes de cuisine attendent d'être mis dans le composteur, au fond du jardin. Aucune mauvaise odeur ne s'échappe de cette petite pou-
belle ornée du logo de l'association Zeru Frazu, dont Colette est membre. Sa machine à café donne des signes de faiblesse mais elle s'en contente : comme pour ses autres appareils, elle attend qu'un ami « *qui s'y connaît* » vienne remplacer ou réparer les pièces défectueuses. Quand on milite pour le « zéro déchet », il faut montrer l'exemple : « *En Corse, on a parfois l'impression que tout est fait pour que la réduction et le tri des déchets ne marchent pas* », déplore Colette Castagnoli.

Pourtant, tout le monde semble s'accorder sur le fait que la crise des déchets que traverse l'île ne pourra se résoudre sans réduire la quantité de déchets produites : depuis les fermetures des sites d'enfouissement de Tallone et Vico, les deux sites qui subsistent débordent et arriveront bientôt à saturation. Que faire alors des quelque 180 000 tonnes de déchets enfouies chaque année ? « *Aller chercher, pour les com* -

poster et pour les recycler, près de 80 % des déchets valorisables ou recyclables encore présents dans les ordures ménagères », annonçait le Plan d'action pour la réduction et le traitement des déchets ménagers de Corse, élaboré par la CTC en 2016.

Les enjeux sont considérables : sur 1 000 kilos d'ordures ménagères produites en Corse, environ 670 kilos de matières qui pourraient être valorisées ou recyclées ont encore été enfouies en 2016, chiffre le Syvadec (Syndicat public de valorisation des déchets corse). Parmi ces matières, environ un tiers sont des déchets organiques, qui pourraient se transformer en compost utile aux agriculteurs. Le reste, verre, papiers et cartons, plastiques, métaux ou textiles, échappe encore aux filières de recyclage, accélérant ainsi l'épuisement des ressources naturelles et des matières premières.

Pour parvenir à réduire drastiquement la quantité de déchets enfouis, *« il n'y a rien à inventer, seulement appliquer ce qui marche ailleurs »*, martèle Colette Castagnoli. Début octobre, les membres du collectif Zeru Frazu ont fait le déplacement en Sardaigne, où les taux de tri ont de quoi faire pâlir d'envie les militants du zéro déchet : certaines communes atteignent un taux de valorisation de 90 % et la part de déchets résiduels, impossibles à récupérer, s'est réduite comme peau de chagrin. A Tortolì, sur la côte est de l'île-soeur, chaque

habitant produit en moyenne 65 kilos de déchets ultimes par an. Une paille par rapport aux quelque 450 kilos produits par chaque habitant de Corse annuellement. Pour y parvenir, Tortoli a pris trois mesures : séparer les bio-déchets à la source, ramasser les poubelles au porte-à-porte et mettre en place une tarification incitative proportionnelle à la quantité d'ordures non triées produites par chaque foyer. Cinq flux sont ainsi collectés séparément : les bio-déchets, les emballages recyclables, les cartons et papiers, les verres et le résiduel. Cette dernière poubelle a été équipée d'une puce RFID qui pèse les ordures non triées de chaque foyer. Ces données servent de base à la facturation du service d'ordures ménagères : ceux qui trient mal paient plus que ceux qui trient bien.

Ces factures « incitatives », certains habitants de Balagne en ont déjà vu la couleur. Depuis 2016, les entreprises et administrations de Calvi reçoivent des factures incluant un bonus de 10 % si le tri des déchets a été bien fait. Le malus, en cas de non respect des consignes de tri, s'élève lui à 100 %. « *Cela a permis de réduire d'environ 1 000 tonnes la quantité de déchets collectés chez les professionnels* », se félicite François Marchetti, président de la communauté de communes de Calvi-Balagne. Les particuliers, eux, ont encore un peu de temps avant d'être

contraints de mettre leurs poubelles au régime. Mais à Algajola, on commence déjà à avoir une idée de ce que cela pourrait donner : dans ce village d'environ 350 âmes qui se change en station balnéaire très fréquentée pendant l'été, les cinq poubelles à domicile et le ramassage en porte-à-porte ont remplacé les conteneurs collectifs depuis le 1^{er} juillet.

L'expérimentation menée par la communauté de communes dans ce « village test » a nécessité des mois de préparation : quatre ambassadeurs de tri ont frappé à toutes les portes pour expliquer comment il fallait trier ses déchets. Sophie Dallest, en charge de la mise en place de la collecte, a été confrontée à toutes les problématiques possibles : contacter les propriétaires de résidences en location, sensibiliser les estivants, trouver une place pour les bacs dans les immeubles, augmenter la fréquence des collectes en haute saison... Ce travail a permis de faire passer le taux de tri à Al -

Algajola d'environ 40 % à 70 % en juillet et 66 % en août et septembre. La motivation des débuts s'est toutefois un peu émoussée pendant le pic d'activité de la saison : « *Dans ma cuisine, j'ai respecté les consignes de tri pendant un mois et après je n'avais pas le temps, confie un cuisinier saisonnier à Algajola. Pendant la saison, les serveurs courent partout, ils n'ont pas le temps de regarder où ils jettent. C'était la première année, alors c'était galère car nous n'avions pas l'habitude.* » Un pli à prendre, qui pourrait s'accélérer avec les centaines de factures incitatives qui seront prochainement distribués aux Algajolais : un bonus de 20 % sera accordé aux bons trieurs, tandis qu'un malus de 50 % s'appliquera aux mauvais.

Le tri, pierre angulaire de la réduction des déchets résiduels, n'est toutefois pas la panacée : « *Tri et recyclage ne doivent intervenir qu'en toute fin de cycle : avant, il faudrait concevoir des produits réparables, favoriser la location plutôt que la vente pour certains biens, consommer plus sobrement, donner une seconde vie aux objets...* », énumère Héloïse Gaborel, chargée de mission prévention des déchets pour le réseau France Nature Environnement. La consigne des verres, l'achat en vrac, le refus des produits sur-emballés, un renouvellement moins fréquentique de nos appareils électroniques seront aussi un passage obligé pour atteindre le quasi-zéro déchet, rappellent les associations. Bien plus que les solutions technologiques de « sur-tri » ou de valorisation énergétique qui ne feraient que mettre le problème sous le tapis et en créer de nouveaux, assurent-elles : « *Le système appelé CSR, qui consiste à incinérer des déchets et à récupérer l'énergie ainsi produite, brûle des matières qui pourraient être recyclées et crée des déchets ultimes toxiques pour lesquels il n'y a pas de solution pérenne à ce jour* », rappelle Hé-

loïse Gaborel. Quand au « sur-tri », qui consiste à affiner en usine le tri des déchets collectés, il revient à « *séparer les blancs des jaunes d'œuf dans une omelette* », illustre Zeru Frazu. Sauf si le tri à la base est déjà bien effectué par chacun. On en revient toujours là. ■